

spécificité des voies et sur le fait que le visage du socialisme serait plus humain, édifié sur les bases de la société de consommation occidentale.

C'est cette crise de ligne politique qui est à l'origine des affaires Garaudy et Tillon. La promotion de Marchais au rang de secrétaire adjoint sous la pression des soviétiques vise en effet à resserrer les liens de l'appareil stalinien international au moment où ces liens pèsent lourd aux PC engagés dans une politique nationale frontiste. Garaudy poussait jusqu'au bout la logique du polycentrisme en désavouant l'intervention en Tchécoslovaquie et en prônant la prolifération des modèles de socialisme. Il a été exclu. Tillon n'admettait pas qu'on bafoue le passé du Parti pour des cuisines d'appareil. Il a été exclu. Aucun des deux n'a pu offrir de perspectives hors du PC, car s'ils ont sentimentalement ou empiriquement rompu avec le stalinisme, ils ne l'ont pas fait en toute conscience. Ils ont pu croire que leur prestige personnel suffirait pour ouvrir une crise générale et un grand débat. C'était compter sans l'inéducation politique et historique des militants, le cloisonnement interne, la bureaucratisation qu'ils connaissaient pourtant bien. D'une certaine façon, le fait d'avoir fait accepter Marchais par le PCF, de l'avoir imposé y compris publiquement comme son porte-parole, quelques mois seulement après l'entrée des blindés à Prague, constitue un tour de force et un succès non négligeables de la part des dirigeants soviétiques. Et c'est une preuve supplémentaire de ce que le PC n'est pas un simple parti social-démocrate strictement déterminé par la vie politique nationale, mais bien encore un parti stalinien pour lequel l'aide matérielle et financière, la caution politique de l'URSS demeurent indispensables.

De même en France, le PC n'a pas en vue une simple alliance de classe. Si c'était le cas, il n'aurait pas hésité à rechercher un pacte d'action avec Pujade jadis, avec Nicoud plus récemment sur la base d'un programme commun. Pour les stalinien l'alliance ne consiste pas à accrocher la classe ouvrière au char de la bourgeoisie et à en perdre le contrôle. Pour eux le bloc des couches populaires n'est possible que si leur propre appareil garde le contrôle des gros bataillons ouvriers et s'efforce d'intégrer dans ses diverses organisations de masse de larges fractions des diverses couches sociales. Les alliances sont donc contractées sous la bannière prédominante du PCF. Elles sont orientées dans le sens précis de l'institution en France d'un système de gestion bureaucratique, axée sur les grands secteurs nationalisés avec l'appui des alliés socialistes et républicains : un tel régime bénéficierait en outre d'échanges quasi exclusifs avec l'URSS, permettant de faire basculer avec douceur la démocratie avancée dans la démocratie populaire. Alors que la social-démocratie voulait s'insérer dans le système impérialiste pour s'y tailler une part du gâteau, la bureaucratie stalinienne du PC veut tailler l'Etat à ses propres mesures pour le rattacher graduellement à ses intérêts internationaux, au système bureaucratique.

C'est à ce but qu'est ajustée la ligne de démocratie avancée, compromise par l'effondrement de « l'allié socialiste » et les tribulations blindées du grand frère soviétique.

4) Entre ces deux pôles principaux de la vie politique française, le mirage d'une troisième force alimente périodiquement des ambitions et des espérances, suscite des opérations. Au moment des présidentielles, l'ascension météorique du piteux Poher, orchestrée par la grande presse, servit de point de ralliement. La bourgeoisie moyenne, la vieille magistrature, l'administration voulurent se venger des rebuffades subies de la part du Bonaparte. La baudruche était fragile. Elle se dégonfle aussi vite qu'elle s'était enflée.

Mais cette première tentative présentait le double avantage de donner au personnel politique des vieux partis en déroute une autre issue que le ralliement sans condition à la majorité et de reléguer le PCF au second plan. L'idée de la « place à prendre » devait être reprise par d'autres. Après l'étoile palote de Poher, celle de JJSS monta au firmament du ciel lorrain. Mais, en prise à ses difficultés, la bourgeoisie française qui a bien du mal à définir une politique cohérente, ne peut s'offrir le luxe d'une politique de rechange.

La roche tarpéienne est proche du Capitole. Bordeaux de Nancy. Il semble que pour l'opération centriste de JJSS, la misère l'emporte sur la grandeur. Mais le mirage centriste est tenace, le semi-échec du centre droit ne décourage pas les manœuvres de

rassemblement d'une force de centre gauche qui prendrait entre la majorité et le PC, la place laissée vacante par l'effondrement du PS. De Mitterand à Rocard, on y songe, on s'y intéresse. Le PCF l'espère peut-être secrètement autant qu'il le redoute.

Pourtant, les convulsions et la perpétuelle gestation de la troisième force tiennent fondamentalement à la difficulté de trouver une politique viable entre la gestion de l'Etat fort et la ligne de démocratie avancée. Dans la mesure où est exclu le retour au parlementarisme classique, toute entreprise en ce sens est vouée à l'échec même si elle joue un rôle temporaire dans l'évolution de l'équilibre des forces.

5) Dans la mesure où la vie politique était bloquée, où aucunes des grandes forces n'osait s'engager dans des initiatives d'envergure, le centre de gravité des luttes s'est reporté sur le terrain social.

Après mai 68, les travailleurs qui n'avaient pas conscience d'avoir été défaits, pouvaient penser que le régime ne bénéficiait guère que d'un bref sursis. Après les élections présidentielles et la passation de pouvoir, ils perdirent l'espoir d'en finir à court terme avec le gaullisme et sa descendance. Ce sentiment confus de l'impasse politique auquel vint s'ajouter l'effet de la dévaluation et de la politique d'austérité, rejetèrent les grandes masses de travailleurs vers des luttes revendicatives résolues. Puisqu'on ne pouvait plus se débarrasser du gouvernement dans l'immédiat, il fallait au moins défendre les acquis de mai. A partir du secteur public touché par la rentabilisation, ce fut la rentrée sociale chaude de l'automne 69, inaugurée par la grève des roulants.

De grève en grève, le gouvernement paraît même quelque peu ébranlé. Pompidou se taisait. Chaban était sourdement contesté par le personnel gaulliste lui-même. Puis vint la reprise en main. Energique. Symbolisée par la venue des bulldozers à l'EGF. L'ordre ainsi policièrement rétabli, venait le jeu du dialogue sous la forme du contrat à l'EGF. La CGT refuse de signer et appuie sa position sur un referendum « démocratique » suivi d'aucun effet pratique. Après la désillusion politique, venait aussi le coup d'arrêt aux luttes revendicatives.

Il en est résulté une classe ouvrière très hétérogène dans sa conscience et ses réactions avec de larges couches sceptiques et attentistes, le dégageant et le murissement d'une avant-garde qui tire lentement les leçons de mai, des fractions combattives mais frustrées capables d'agir mais sans continuité.

Cette accalmie sur le front des luttes ouvrières laissa la première place dans l'actualité aux démonstrations de paysans et de commerçants. Les secteurs de la petite bourgeoisie traditionnelle, privés de leur représentation politique parlementaire conscients de son inefficacité menacés par ailleurs par les mesures de rationalisation et modernisation, cherchèrent à se faire entendre par l'action directe. Ils alimentèrent ainsi un réel mouvement de masse sporadique incapable de se stabiliser sans référence au mouvement ouvrier. Or, le blocage de ce dernier en rendant plus difficile la jonction, continue à entretenir la confusion et l'ambiguïté de ces mouvements qui pèsent pourtant considérablement dans l'évolution des rapports de forces globaux. Il est en effet significatif qu'en mettant en échec la banalisation du campus à Nanterre, le mouvement étudiant, pourtant livré à ses convulsions et à ses fantasmes depuis mai 68, ait marqué au printemps 70 un des rares points politiques concédés par le régime.

L'accalmie des luttes ouvrières eut pour autre conséquence de laisser la vedette aux grandes manœuvres d'appareils.

La CGT apparaissait d'autant plus que le PCF, sans perspectives, se taisait et se blottissait dans son ombre en attendant des jours meilleurs. Le Front syndical commun, remplaçant dans la propagande le programme commun de la Gauche. Et si la CFDT avait pu séduire des militants ouvriers de l'après mai par une démocratie interne plus effective, son acceptation de la politique des contrats, significative de la nature de ce syndicat plus subtilement bureaucratisé et de tradition réformiste chrétienne, permettait à la CGT de garder l'image de marque du syndicat de classe. Enfin, dans les rapports inter-syndicaux, la FEN joue un rôle charnière. Or, mai 68 a sonné la dégringolade de sa direction autonome au profit des stalinien qui gagnèrent peu à peu de nouvelles positions dans le SNEsup, le SNEP, le SNCS. A tel point qu'on parla d'une OPA communiste sur la FEN. Pourtant si ce processus renforce